

**ANNONCE TRANSMISE**  
**AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE - PROCÉDURE ADAPTÉE**  
**DATE D'ÉMISSION : 29/12/2021 - 14:02**

## CONTENU DE VOTRE AVIS

**NB : cet aperçu ne reflète que votre saisie.**

Les organes de publication se réservent la possibilité de remettre en forme l'annonce définitive en fonction des impératifs d'édition.

**Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :** Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre

**Correspondant :** M. Jérôme LHEUREUX, Président, 48 Bis route de Veulettes, 76450 Cany barville, tél. : 02 35 57 45 43, courriel : [Marches.publics@cote-albatre.com](mailto:Marches.publics@cote-albatre.com), adresse internet : <http://www.cote-albatre.fr>, adresse internet du profil acheteur : <https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/index.jsp>

**Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs**

**Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur :**

- Services généraux des administrations publiques

**Objet du marché :** Maintenance du téléski-nautique du Lac de Caniel

**Catégorie de services :** 1

**Classification CPV (Vocabulaire Commun des Marchés) :**

- Objet principal : 50000000
- Objets complémentaires : 37412000

**Lieu d'exécution et de livraison :** Base de Loisirs du Lac de Caniel, 76450 Clasville

**Code NUTS :** FRD22

**La procédure d'achat du présent avis n'est pas couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.**

**L'avis implique l'établissement d'un accord-cadre avec un seul opérateur**

**Durée de l'accord-cadre :** 12 mois

- Valeur estimée (HT) : 160000 euros (Euros)
  - Fréquence et valeur des marchés à attribuer : L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la date de notification du contrat.
- L'accord-cadre est reconduit de façon expresse jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

**Caractéristiques principales :**

- Des variantes seront-elles prises en compte : non
- Le présent accord-cadre à bons de commande a pour objet de définir les conditions d'exécution des prestations de maintenance préventive, curative et de fourniture de pièces détachées et consommables, sur le

téleski-nautique de la base de loisirs du Lac de Caniel.

• Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : Les prestations se décomposent de la manière suivante :

A - Une part forfaitaire : Cette part forfaitaire s'applique pour la maintenance préventive.

Cette prestation est rémunérée par application d'un prix forfaitaire.

B - Une part hors forfait : Cette part hors forfait s'applique pour la maintenance curative, la fourniture de pièces et consommables indiquées dans le bordereau de prix unitaires. Elle est conclue sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel H.T. de 30 000 euro(s).

Elle sera traitée par bons de commande au fur et à mesure des besoins.

• Valeur estimée (HT) : 160000 euros (Euros)

• Nombre de reconductions éventuelles : 3

**Prestations divisées en lots** : non

**Durée du marché ou délai d'exécution** : 12 mois à compter de la notification du marché

**Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent** :

Le financement des prestations est assuré par les ressources propres de la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

**Forme juridique** que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

**L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières** : non

**Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature** : français.

**Unité monétaire utilisée, l'euro**

**Marché réservé** : Non

**Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat** :

**Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature** :

• Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.

**Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public** :

• Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

• Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

• Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

• Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique

• Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.

• Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>)

• Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>)

• S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve

que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre

- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté

**Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOTI1) :**

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus
- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté

**Autres renseignements demandés :**

- Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'entreprise candidate
- Relevé d'identité bancaire (RIB)
- Déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés dans le Code de la Commande Publique 2019 (voir modèle d'attestation annexé au présent règlement de consultation)

**Nombre de candidats :**

- Réduction du nombre d'opérateurs durant la négociation ou le dialogue (procédure négociée, dialogue compétitif) : Recours à une procédure se déroulant en phases successives afin de réduire progressivement le nombre des solutions à discuter ou des offres à négocier : NON

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON.

**Critères d'attribution :** Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci dessous avec leur pondération :

- Prix des prestations (60 %)
- Valeur technique (40 %)
- Pas d'enchère électronique

**Type de procédure :** Procédure adaptée

**Date limite de réception des offres :** 24 janvier 2022 à 12 h 00

**Délai minimum de validité des offres :** 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

**Numéro de référence attribué par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice :** COL DIRSER | 2021-029 | 1

**Renseignements complémentaires :** A) Critères de jugement :

La valeur technique (notée sur 100 points) est décomposé de la manière suivante :

a-Moyens humains mis à disposition : (noté sur 40 points)

- fournir les CV des agents qui interviendront sur site (20 points)
- fournir les documents attestant des qualifications et certifications des personnels affectés à l'exécution des missions (20 points)

b-Qualité technique de l'offre remise : (Notée sur 30 points)

- Délai de remise en service avec commande de pièces détachées (15 points)
- délai de remise en service sans commande de pièces détachées (15 points)

c-Accessibilité de la hotline : (notée sur 30 points)

- 7 jours/7 (15 points)

-jours fériés (15 points)

B) Obtention du DCE :

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Le dossier de consultation est téléchargeable via la plateforme de dématérialisation du Pouvoir Adjudicateur à l'adresse suivante : [www.achatpublic.com](http://www.achatpublic.com). L'accès à cette plateforme est gratuit.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le Pouvoir Adjudicateur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : Word version 2003 et postérieure, Zip, Pdf version 6.0 et postérieure, Excel version 2003 et postérieure. Ces mêmes formats devront être utilisés par les soumissionnaires souhaitant répondre en dématérialisation afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure. Il est conseillé de renseigner lors du téléchargement du DCE, le nom du soumissionnaire, une adresse électronique ainsi que le nom d'un correspondant afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation ; en particulier les éventuels compléments (précisions, réponses, rectifications).

En cas de difficultés rencontrées, les soumissionnaires disposent sur le site d'un service support clients au 0 892 23 21 20.

C) Visite du site :

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière. Les conditions de visites sont les suivantes :

Chaque candidat devra obligatoirement s'être rendu sur le site, préalablement à la remise de l'offre, afin de reconnaître les lieux où les prestations doivent être réalisées. Une attestation de visite sera remise au candidat et cette dernière devra être dans l'enveloppe de l'offre. Si l'attestation ne figure pas dans l'enveloppe, l'offre sera considérée comme irrégulière. La visite sera effectuée au plus tard 4 jours avant le jour de la remise des offres.

Les renseignements sur la visite du site des prestations seront pris auprès de :

Monsieur François BERLAND - Tél : 02 35 57 97 02 ou 06 03 78 65 54 - [francois.berland@cote-albatre.com](mailto:francois.berland@cote-albatre.com)

Les candidats formuleront leurs questions ou remarques éventuelles par écrit et le pouvoir adjudicateur fera une réponse collégiale à tous les candidats ayant retiré un dossier de consultation. La distribution de questionnaire écrit, sur site, n'est pas autorisée. Aucune réponse ne sera donnée lors de la visite du site.

E) Conditions d'envoi ou de remise des plis :

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées dans le présent document.

- Transmission électronique : Les conditions sont mentionnées dans le règlement de consultation des entreprises.

- Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

**Date d'envoi du présent avis à la publication :** 29 décembre 2021

**Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus :** adresse internet :

[https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent\\_detail.do?PCSLID=CSL\\_2021\\_QKPDPWqHjN](https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2021_QKPDPWqHjN)

**Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés :**

adresse internet : [https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent\\_detail.do?PCSLID=CSL\\_2021\\_QKPDPWqHjN](https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2021_QKPDPWqHjN)

**Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus :** adresse

internet : [https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent\\_detail.do?PCSLID=CSL\\_2021\\_QKPDPWqHjN](https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2021_QKPDPWqHjN)

**Informations complémentaires :**

- La prestation n'est pas réservée à une profession particulière
- Les personnes morales sont tenues d'indiquer les noms, et qualifications professionnelles des membres du personnel chargé de la prestation

**Instance chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif de Rouen, 53, avenue Gustave Flaubert, 76005 Rouen cedex, tél. : 02 35 58 35 00, télécopieur : 02 25 58 35 03, courriel : [Greffe.ta-rouen@juradm.fr](mailto:Greffe.ta-rouen@juradm.fr), adresse internet : <http://www.ta-rouen.juradm.fr>

**Organe chargé des procédures de médiation :** Tribunal Administratif de Rouen, 53, avenue Gustave Flaubert, 76005 Rouen cedex, tél. : 02 35 58 35 00, télécopieur : 02 35 58 35 03, courriel : [Greffe.ta-rouen@juradm.fr](mailto:Greffe.ta-rouen@juradm.fr)

[rouen@juradm.fr](mailto:rouen@juradm.fr), adresse internet : <http://www.ta-rouen.juradm.fr>

**Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours** : Tribunal Administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76005 Rouen cedex, tél. : 02 35 58 35 00, télécopieur : 02 35 58 35 03, courriel : [Greffe.ta-rouen@juradm.fr](mailto:Greffe.ta-rouen@juradm.fr), adresse internet : <http://www.ta-rouen.juradm.fr>

## DONNÉES NON PUBLIABLES À DESTINATION DES SUPPORTS DE DIFFUSION

Référence de l'annonce dans le module de publication : **3821140**

### SUPPORTS DE PUBLICATION CHOISIS POUR CETTE ANNONCE

Votre annonce sera publiée comme suit :

**Profil d'acheteur** Publication intégrale

**BOAMP** Publication intégrale

**Département** : 76 - Seine-Maritime

### DONNÉES DE FACTURATION

**Libellé de la facture :**

Service des finances 48 route de Veulettes  
76450 - Cany barville

**Adresse d'expédition :**

-